



المجموعة المالية - هيرميس
EFGHERMES



صندوق الإيداع والتدبير
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION

Lancement du Fonds InfraMed

- ▶ Communiqué de presse
- ▶ Partenaires fondateurs du Fonds InfraMed
- ▶ Éléments de contexte

Launch of the InfraMed Fund

- ▶ Press release
- ▶ Sponsors of the InfraMed Fund
- ▶ Context



Financement des infrastructures dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée

La Caisse des Dépôts, la Cassa depositi e prestiti, EFG-Hermès et la Caisse de Dépôt et de Gestion lancent InfraMed, premier fonds d'investissement de long terme et premier outil de financement de l'Union pour la Méditerranée.

Alexandrie, le 30 avril 2009 – La *Caisse des Dépôts* (France), la *Cassa depositi e prestiti* (Italie), *EFG Hermes* (Egypte) et la *Caisse de Dépôt et de Gestion* (Maroc) ont annoncé, le jeudi 30 avril 2009, le lancement d'InfraMed, fonds d'investissement de long terme et premier instrument de financement de l'Union pour la Méditerranée.

La vocation première de ce fonds est de financer sur fonds propres des projets de développement et de réalisation d'installations (projets dits « greenfield ») dans le domaine des infrastructures urbaines, énergétiques et de transport dans les régions Sud et Est de la Méditerranée. InfraMed investira dans des projets d'infrastructures conformes (i) aux critères de responsabilité sociale et environnementale énoncés dans les Principes pour l'investissement responsable soutenus par les Nations Unies et (ii) aux principes développés dans la Charte du Club des Investisseurs de Long Terme.

Les instances de gouvernance de la *Caisse des Dépôts* (France), de la *Cassa depositi e prestiti* (Italie), d'*EFG Hermes* (Egypte) et de la *Caisse de Dépôt et de Gestion* (Maroc) ont approuvé le principe d'un engagement collectif pouvant atteindre 400 millions d'euros dans InfraMed. InfraMed sera ouvert à d'autres investisseurs de long terme, originaires en particulier d'Europe et de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), dans la perspective de réunir plus de 1 milliard d'euros au cours des mois à venir. Des discussions sont par ailleurs engagées avec des prêteurs à long terme de premier plan afin de renforcer sa capacité financière par des financements en dette long terme.

Dans le contexte actuel de diminution des financements, imputable à la crise économique et financière, InfraMed sera un outil financier de référence au service des nouvelles infrastructures urbaines, d'énergie et de transport des pays et territoires des rives Sud et Est de la Méditerranée. InfraMed devrait apporter une contribution significative aux investissements directs étrangers en fonds propres dans les projets d'infrastructure régionaux.

La mise en œuvre d'InfraMed s'inscrit dans la dynamique de création du Club des Investisseurs de Long Terme à l'initiative de la *Caisse des Dépôts*, de la *Cassa depositi e prestiti*, de la *Banque Européenne d'Investissement* et de la *KfW*.

Correspondants :

- Caisse des Dépôts : Philippe Joyeux : + 33 1 58 50 40 00 – philippe.joyeux@caissedesdepots.fr – www.caissedesdepots.fr
- Cassa Depositati e Prestiti: Lorella Campi: +39 06 42212531 – lorella.campi@cassaddpp.it – www.cassaddpp.it
- EFG Hermes: Hanzada Abdel Rahman: +202 33318182 – hanzada@EFG-HERMES.com – www.efg-hermes.com
- Caisse de Dépôt et de Gestion: Soraya Younes – +212 5 37 66 91 17 – younes@cdg.ma – www.cdg.ma



Les partenaires du fonds InfraMed

CDC International SA – Groupe Caisse des Dépôts (France)

Filiale à 100% du groupe Caisse des Dépôts créée en mai 2008, CDC International SA a vocation à porter l'action internationale du groupe en direction des investisseurs de long terme. Son action s'articule autour de :

- la création d'un Club des investisseurs de long terme, forum d'échange de bonnes pratiques et d'expression d'une identité commune,
- la construction d'offres de services dédiées à cette catégorie d'acteurs financiers, pour leur permettre d'apporter des capitaux au service du développement de l'économie.

Au 31 décembre 2008, le bilan consolidé du groupe Caisse des Dépôts s'établissait à 221 Md€, les fonds propres à 17,9Md€ et le produit net bancaire à 5,023 Md€.

Cassa depositi e prestiti (Italie)

Créée en 1850, la Cassa depositi e prestiti est une société publique, contrôlée à 70% par le Ministère de l'économie italien et à 30% par des fondations bancaires. Son activité s'articule autour du financement de missions d'intérêt général sur la base de ressources collectées via l'épargne postale et l'épargne sous garantie publique, de l'investissement pour compte propre ou des collectivités publiques dans des entreprises, et le financements de projets publics sur la base de ressources propres ou empruntées.

En 2007, son bilan s'élevait à 215 Md€ avec 14,3 Md€ de capitaux propres et un résultat net de 1,3 Md€.

EFG Hermes (Egypte)

EFG-Hermes, fondée en 1984 est la première banque d'investissement du moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Elle emploie plus de 1000 collaborateurs à travers ses activités de courtage, de gestion d'actifs, de banque d'investissement, de gestion des risques, de fusions/acquisitions et de recherche financière.

Présente au Caire, à Dubai (Emirats Arabes Unis), à Koweït (Koweït), Riyadh (Arabie Saoudite), Mascate (Sultanat d'Oman), Doha (Qatar) et Beyrouth (Liban), EFG-Hermes est cotée à la bourse du Caire et de Londres. Elle est le plus important actionnaire de la banque libanaise Bank Audi dont elle détient 28,6% du capital. Elle a levé 1,2 Md\$ à travers les neuf derniers fonds de private equity qu'elle a créés. En avril 2009, sa capitalisation boursière s'élevait à 1,3 Md\$.

Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc)

La Caisse de Dépôt et de Gestion est une institution financière, créée sous forme d'établissement public en 1959, qui a pour rôle central de recevoir, conserver et gérer des ressources d'épargne qui, de par leur nature ou leur origine, requièrent une protection spéciale. La Caisse de Dépôt et de Gestion centralise l'équivalent de 35% du stock de l'épargne institutionnelle et totalise près de 100 milliards de dirhams en actifs sous gestion. Elle est le principal investisseur en bons du Trésor marocains avec environ 50% des actifs gérés.

Outre son rôle de leader sur le marché obligataire primaire, la Caisse de Dépôt et de Gestion assure 16% du marché secondaire des Bons du Trésor et détient près de 5% de la capitalisation boursière du Maroc. Rouage central du processus de transformation de l'épargne, elle se positionne également comme principal investisseur institutionnel.



المجموعة المالية - هيرميس
EFGHERMES



Éléments de contexte

Le marché des infrastructures dans le monde

Le marché des infrastructures est actuellement remodelé par quatre grandes tendances :

1. D'immenses besoins en infrastructures

A l'échelle mondiale plus de 3 000 Md\$ doivent être investis d'ici à 2010, à la fois dans les marchés matures qui ont de grands besoins de réinvestissement et dans les pays émergents (Inde, Chine, Russie, pays du Golfe, ...), où existent d'importants projets *greenfield* (phase de construction et de développement).

2. Le rôle croissant du secteur privé

Cette tendance se vérifie :

- tant dans les pays en voie de développement qui font face à un manque de ressources financières pour entreprendre, seuls, les programmes de développement des infrastructures,
- que dans les pays développés où les déficits budgétaires conduisent les gouvernements à effectuer des privatisations et à créer les conditions pour favoriser l'investissement durable.

Le pipeline de Partenariat Public Privé à l'échelle mondiale a été évalué à 360 Md\$ d'ici 2010.

3. La croissance de l'offre de capital

Si le contexte de crise, qui se traduit par un accès désormais plus difficile au capital et surtout au financement par la dette, a freiné la croissance de l'offre de capital pour le secteur des infrastructures, il ne l'a pas rompu. L'intérêt des investisseurs pour le secteur des infrastructures reste en effet vérifié :

- les entreprises de *private equity* et les banques ont levé 50 Md\$ en 2007 (contre 5 Md\$ en 2004) dans la perspective de financer, avec l'effet de levier, environ 80 Md\$ de projets (150 Md\$ selon les scénarii pré-crise) ;
- l'intérêt des fonds souverains pour les investissements dans les infrastructures se vérifie également : les qualités intrinsèques de ce type d'investissement (revenus récurrents et prévisibles sur le long terme) leur permet en effet de se prémunir contre la volatilité importante qui affecte d'autres classes d'actifs comme le marché des actions cotées, et il répond par ailleurs à leur volonté de diversifier leurs actifs.

4. Le changement de structure de l'industrie

Les grands faits :

- les acteurs de la construction (Ferrovia, Acciona, Skanska, Vinci, ...) entrent dans le marché des concessions ;
- à noter une consolidation de l'industrie par des fusions et acquisitions ;
- enfin les rendements réalisés sont attractifs et sont appréciés par le marché.

La tendance globale pour les pays de l'OCDE et non OCDE est d'investir massivement dans les infrastructures, qui sont aujourd'hui au cœur des plans de relance. Les besoins en infrastructures pour les pays non OCDE se répartissent de la façon suivante :

- **Moyen Orient et Afrique du Nord : 48%,**
- **Afrique sub-saharienne : 12%,**
- **Amérique latine (hors Mexique): 13%,**
- **Asie : 27%.**

Les besoins en infrastructures des régions Sud et Est de la Méditerranée

Les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée font face à un besoin urgent de développement de leurs infrastructures lié à l'accroissement de leur population, estimé en moyenne à 1,4% par an entre 2009 et 2017, et à une prévision de croissance pour les huit prochaines années de l'ordre de 3% à 5% par an en moyenne.

Selon une étude réalisée entre juillet et octobre 2008 par le cabinet de conseil en stratégie McKinsey dans le cadre du projet InfraMed, le volume d'investissement dans des projets d'infrastructures relevant du périmètre d'intervention cible d'InfraMed dans les pays considérés est estimé, entre 2009 et 2014, à environ 150 Md€ (hors infrastructures touristiques et de logement social).

L'Union pour la Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée, organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale a été initiée le 13 juillet 2008 dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Elle rassemble 44 membres parmi lesquels l'ensemble des États membres de l'Union Européenne et des États riverains de la mer Méditerranée : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Autorité Palestinienne, Syrie, Tunisie, Turquie et la ligue Arabe.

L'union pour la Méditerranée se fixe des objectifs dans le domaine social – amélioration des conditions de vie des populations de la région et création d'emplois – le domaine économique – favoriser la croissance économique dans la région – et finalement dans le domaine gouvernemental tant il y a une corrélation entre les avancées socio-économique et le climat géopolitique à travers la région.

Le fonds InfraMed constitue une contribution opérationnelle à cette dynamique ; il est l'un des premiers instruments financiers articulés dans ce cadre.

SEMED and the Infrastructure Opportunity

The region, broadly grouped into two sub-regions, enjoys strong demographic and macroeconomic fundamentals

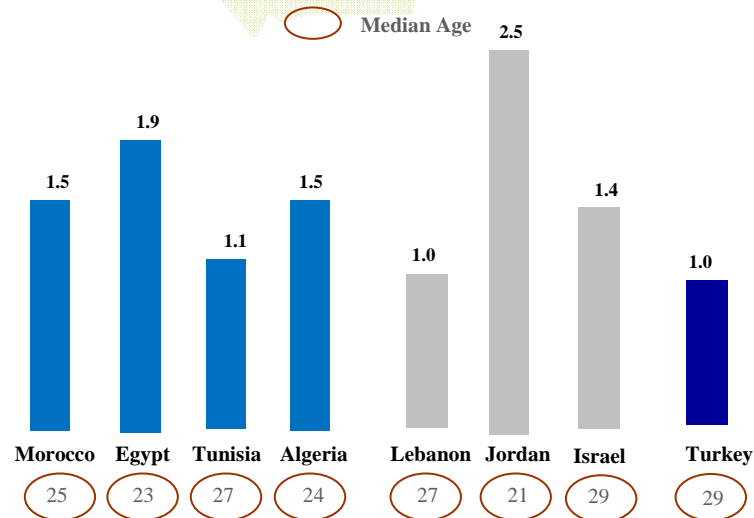
North Africa		Levant		Turkey	
Population (million)	162	Population (million)	41	Population (million)	73
2007-2017 Pop. CAGR	1.5%	2007-2017 Pop. CAGR	1.6%	2007-2017 Pop. CAGR	0.9%
2007 GDP (\$ billion)*	443	2007 GDP (\$ billion)*	247	2007 GDP (\$ billion)*	655
2007 GDP/Capita (\$)***	5,314	2007 GDP/Capita (\$)***	8,402	2007 GDP/Capita (\$)***	11,463
06-07 Real GDP Growth	5.9%	06-07 Real GDP Growth	5.0%	06-07 Real GDP Growth	6.1%

Some oil wealth but growth primarily from reforms

Economies but with a strong entrepreneurial culture

Mix of modern industry and commerce with traditional agriculture

Population CAGR % (2002-2007)

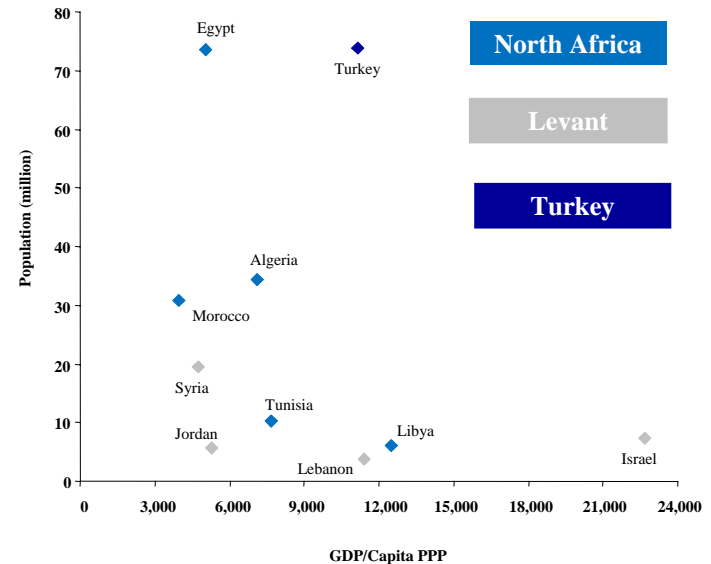


* Nominal

** PPP Adjusted

Source: EIU, IMF, WHO

Population Vs GDP / Capita



SEMED and the Infrastructure Opportunity

SEMED governments are committed to liberalization and stimulating growth through public spending

North Africa

- Union for Mediterranean initiative launched in 2008, with a view to tying the EU economies with those of the Southern and Eastern Mediterranean countries
- Egypt, Tunisia and Morocco are signatories to WTO
- Qualified Industrial Zones (QIZ) in Egypt providing duty free access to US markets
- Launch of privatization programs in Algeria and Libya
- Egypt experienced about 20x growth in FDI inflows during the period of 2002-2007, driven by government initiative for privatization and establishment of free zones
- Several government initiatives and subsidies for PPP/BOT and developed regulatory framework for investment in infrastructure
- Egypt announced a US\$5.4 billion stimulus package dedicated mostly to infrastructure spending in addition to subsidies to exporters and tax exemptions on capital and intermediary goods

Levant

- Union for Mediterranean initiative
- Establishment of a Free Trade Agreement between Jordan and the USA
- A series of reform initiatives have been launched in Syria, including the launch of the Damascus Stock Exchange, planned for March 2009
- Several government initiatives and subsidies for PPP/BOT and developed regulatory framework for investment in infrastructure

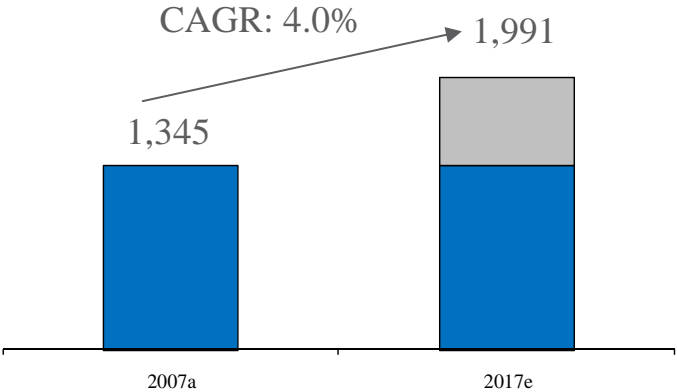
Turkey

- Union for Mediterranean initiative
- A series of large privatizations, the stability fostered by the start of Turkey's EU accession negotiations, strong and stable growth, and structural changes in the banking, retail, and telecommunications sectors have all contributed to the rise in foreign investment
- Several government initiatives and subsidies for PPP/BOT and developed regulatory framework for investment in infrastructure

SEMED and the Infrastructure Opportunity

GDP will continue to grow as SEMED will capitalize on its competitive advantages in a number of sectors

SEMED Nominal GDP Growth (US\$ billion)



Drivers

- ≡ Large, young and growing populations
- ≡ Geography and natural resources
- ≡ Low labor cost
- ≡ Cheap feed stock
- ≡ Under penetrated markets
- ≡ Liberalization and reforms

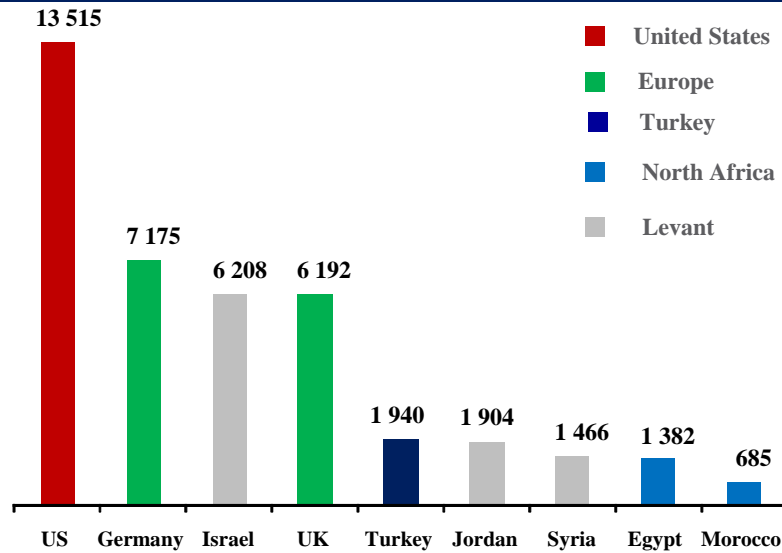
Sectors Impacts

- ≡ Tourism
- ≡ Financial Institutions
- ≡ Healthcare and Pharmaceuticals
- ≡ Industry
- ≡ Food and Agriculture
- ≡ FMCG / Retail

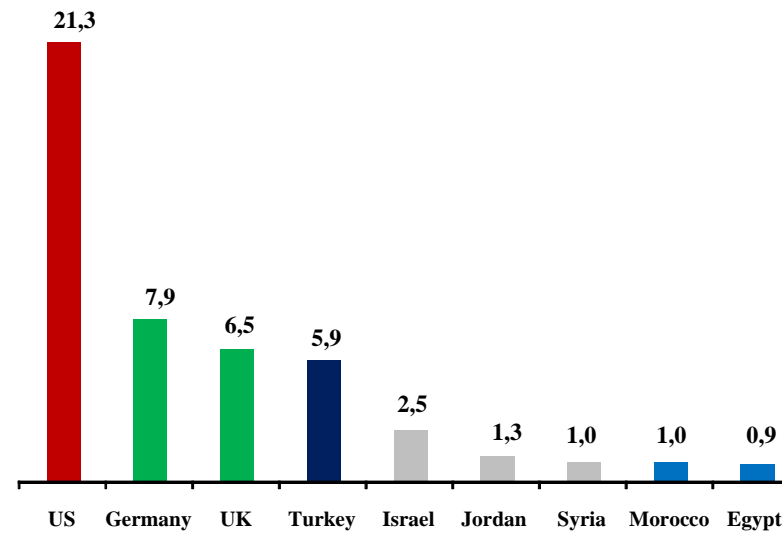
SEMED and the Infrastructure Opportunity

Over US\$ 300 billion of investments in SEMED infrastructure is required over the next 5 years

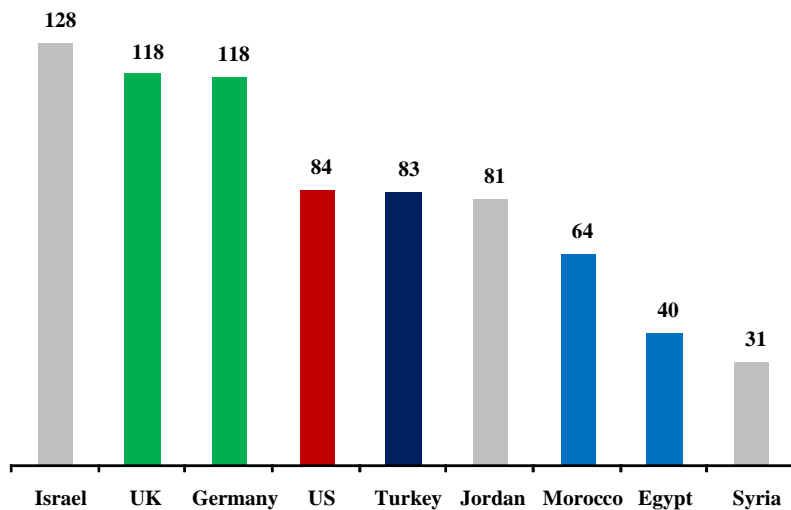
Electricity Consumption kWh / Capita - 2006



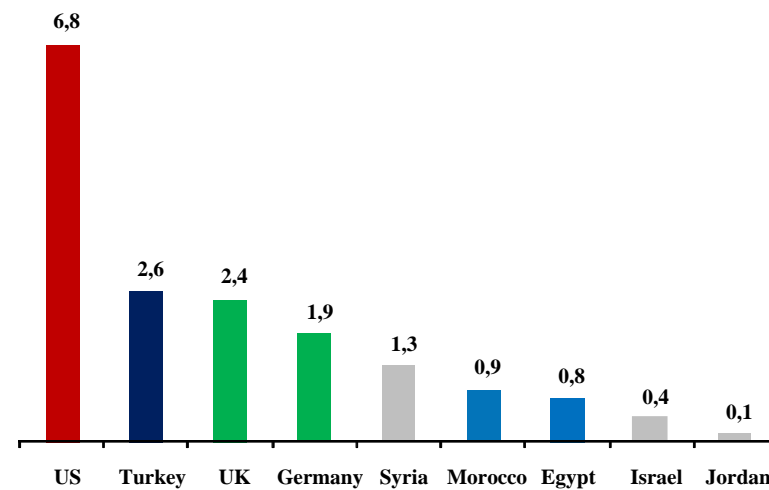
Km Roads / 000' Capita - 2007



Mobile Subscribers / 00' Capita - 2007



Renewable Water Resources / Capita (m3 000's) - 2007



Value Proposition

The Fund Manager is best positioned to tap the SEMED infrastructure opportunity

